

AU YÉMEN

rivalités régionales ethnicisées

Le désaccord important porte sur la décision finale ainsi que la capacité de l'Arabie Saoudite à obtenir une arme nucléaire, ajoute-t-il. De hauts responsables de l'Otan ont été informés par le prince Turki al-Faisal que son pays sera contraint de «poursuivre des politique aux conséquences incalculables et éventuellement dramatiques» si les intérêts saoudiens ne sont pas en compte.

Un proche du prince a sans nuance prévenu que «nous ne pouvons pas vivre dans une situation où l'Iran a des armes nucléaires et, nous, nous ne les avons pas. C'est aussi simple que cela. Si l'Iran développe l'arme nucléaire, ce sera inacceptable pour nous et nous aurons à suivre son exemple». Inversement, Alger ne considère pas l'Iran comme une menace et lui apporte un appui diplomatique — le droit à un cycle nucléaire complet.

L'Algérie semble vouloir garder ses options ouvertes en matière de technologies d'enrichissement et de retraitement. Mais n'est ni un ami ni un allié. Il y a un mariage de raison entre les deux pays qui se traduit par une perception commune sur certaines questions internationales et régionales. Plus de divergences que de convergences dans l'ensemble. Pourtant, le résultat final de la crise du nucléaire iranien pourrait orienter les décisions futures d'Alger en la matière. Pour le Maroc, cela ne fait aucun doute. Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Omar Hilale, a déclaré en 2006 (à l'ambassadeur américain à Rabat) que «cela provoquerait une course à l'armement dans la région et accélérerait la poursuite de ce qu'il a décrit comme un programme nucléaire militaire algérien [...]

Si l'Iran réussit, dans les dix ans, d'autres pays du Moyen-Orient auront la bombe et les Algériens suivront peu après».

A côté de l'Arabie Saoudite, l'Égypte est l'autre candidat probable. L'ancien ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Aboul Gheit, a clairement fait savoir en 2009 que «si le monde arabe se trouve pris entre le marteau et l'enclume (Israël et l'Iran), il devra se chercher un bouclier ; et ce bouclier ne sera pas occidental».

Dans ce cas, d'un point de vue algérien, une arme nucléaire égyptienne serait probablement un déclencheur pour redémarrer (ou accélérer) ses biens à double usage militaire ou liés à des activités nucléaires. Outre la question des rivalités régionales, les deux pays ne s'apprécient pas vraiment et ont une relation complexe extrêmement amère teintée de ressentiment et de jalousie avec des racines historiques profondes. Dans le débat sur la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, Alger a clairement fait savoir qu'il n'acceptera pas que soit confié à l'Égypte un siège permanent. Mais l'Algérie n'a rien à voir avec un Etat voyou. Elle est très legaliste sur le plan international et respectueuse de ses engagements internationaux.

Une cascade de prolifération nucléaire au Moyen-Orient n'est pas une fatalité. Le «scénario d'effet domino nucléaire» sur l'Iran ne résiste pas à un examen historique. Les motivations extérieures, le «dilemme de sécurité» en particulier, n'expliquent pas à eux seuls la prolifération. D'autres facteurs, comme le prestige, le type et la stabilité du régime, la situation économique, peuvent avoir autant, si ce n'est plus d'impact dans la détermination des résultats de la proliféra-

tion. Simplement dit, il existe rarement une seule explication à la décision d'une nation de se doter d'armes nucléaires. Techniquement, la différence entre le militaire et le civil est le niveau de l'enrichissement qui est en fin de compte une décision politique. Au regard de l'histoire de la prolifération, la décision d'engager un programme nucléaire militaire repose sur un certain nombre de conditions : la perception d'une menace grave pour la sécurité du pays, l'absence de garanties de sécurité crédibles, le besoin d'affirmer l'identité nationale, et disposer d'un savoir-faire et de capitaux importants. Le risque de prolifération peut se présenter dès lors que deux, au moins, de ces facteurs sont présents ; il peut être considéré comme extrêmement élevé dès lors que les quatre sont réunis.

L'arsenal nucléaire israélien n'a pas, en tout cas, entraîné une course au nucléaire alors qu'il considéré comme une véritable source d'inquiétude pour la communauté internationale et la stabilité régionale.

Pour le monde arabe, l'une des menaces qui émanent de la capacité nucléaire d'Israël est son engagement parallèle à éviter la nucléarisation arabe, même si ses installations sont à des fins pacifiques — sous le contrôle de l'AIEA au moins. Pour les pays du Golfe, l'émergence de l'Iran comme une puissance régionale (nucléaire ou pas) constitue une menace à la stabilité des pays arabes du fait que les minorités chiites seront plus confiantes et s'affirmeront davantage pour améliorer leur situation. La solution dans ce cas devrait être plus de réformes accordant de pleins droits aux chiites. En tout cas, le sort des négociations

sur le nucléaire iranien sera déterminant sur l'avenir de la région. Dans ce contexte d'insécurité et d'instabilité, il n'est pas étonnant que le Moyen-Orient reste une région caractérisée par la croissance des forces armées nationales et des milices non étatiques, et reste l'un des plus gros clients de différents types d'armes. Sans être éphémère, cet engouement pour les armes a conduit les pays du Golfe à lancer en 2010 le plus grand plan de réarmement dans l'histoire en temps de paix. Il s'agit d'une commande de 123 milliards de dollars faite auprès des Etats-Unis, pour les quatre prochaines années, afin de faire face à l'Iran. C'est aussi la façon par laquelle les États-Unis visent à parvenir à une nouvelle sorte de sécurité post-guerre Irak susceptibles de sécuriser les flux d'énergie à l'économie mondiale. En même temps, la vente d'armes va renforcer le niveau de la dissuasion régionale et contribuer à réduire la taille des forces américaines que les États-Unis doivent déployer dans la région.

L'objectif des Saoudiens est d'envoyer un message particulier aux Iraniens – qu'ils gardent une supériorité aérienne totale sur eux. Même si ces armes pourraient avoir un effet de dissuasion, cela prendra du temps.

Les Américains et les Saoudiens ainsi que les Iraniens le savent. Alors que les ventes d'armes américaines au CCG de plus en plus ne suscitent plus les réserves de l'Etat hébreu, ces transferts d'armes semblent accroître les tensions régionales au lieu d'être un facteur de stabilisation.

T. H.  
\* Chercheur en histoire militaire (Université de Montpellier III)